

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 REDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 30 60
 Départements. 18 75 37 50 75
 Union Postale. 21 50 43 86
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Le Bilan du Divorce

LE REMARIAGE

De toutes les réconciliations qui peuvent intervenir entre deux époux brouillés par le divorce, la plus éblouissante est certainement le remariage. Comme j'aurais voulu découvrir une statistique un peu exacte de ce phénomène psychologique ! Malheureusement, on ne l'a pas dressée. Il faut nous contenter de savoir : primo, que le remariage a été prévu par le législateur ; deuxièmement, qu'il est permis dans certains cas ; troisièmement, qu'il est interdit dans certains autres ; quatrièmement, qu'il est assigné comme dernière limite aux expériences matrimoniales que seraient tentées de poursuivre indéfiniment les époux inquiets.

Je demande la permission de reproduire une citation de Montesquieu qui a déjà figuré plus haut :

« La loi des Maldives, dit cet auteur, permet de reprendre une femme qu'on a répudiée. La loi du Mexique défendait de se réunir sous peine de la vie. La loi du Mexique était plus saine que celle des Maldives : dans le temps même de la dissolution, elle songeait à l'éternité du mariage ; au lieu que la loi des Maldives semble se jouer également du mariage et de la répudiation. »

Si Montesquieu a raison, le jour où le législateur maldivien prépara la jurisprudence sur laquelle nos honorables devaient s'appuyer plus tard, il marqua par cette excessive indulgence qu'il confondait le mariage et le divorce dans un même mépris. Il voulait établir qu'il ne croyait pas plus à l'efficacité du remède qu'à la gravité du mal ; et s'il ne conseilla pas tout simplement, comme Diderot, de pratiquer le mariage d'Otahiti, « lequel souvent ne dure qu'un quart d'heure », c'est qu'un magistrat, même maldivien, n'oublia jamais tout à fait qu'il vit de la forme. Or, plus les marchands de coco de son pays divorcent et se remarient, plus le démarier et le remariage à lui-même des chances de prospérer.

Montesquieu était un esprit très hardi : il ne ménageait personne. Je me sens plus timide. Je n'affirmerai donc pas après lui qu'en permettant le remariage, nos législateurs ont témoigné qu'ils se jouaient également du mariage et de la répudiation. Avec cette réserve, il faut reconnaître que leur tolérance nous a valu des meurs de divorce qui nous placent plus bas que les Aztèques, au niveau des naturels de Colomandous.

On n'apprendra pas sans quelque étonnement que le texte qui permet le remariage entre époux divorcés fut introduit dans la loi à la suite d'une retentissante conférence donnée par le P. Didon à Notre-Dame. Je n'y assistais point, mais l'histoire d'en deviner l'esprit et les tendances.

En sa qualité de défenseur de la doctrine de l'Eglise, le P. Didon haïssait le divorce. Il a été étonné de lui porter dans le flanc un coup de lance. Il l'a senti, le remariage entre époux enlève au divorce toute dignité, il en fait un succédané de la séparation de corps, il jette du discrédit sur le mariage civil que l'on peut nouer ou dénouer à son gré ; il est, au contraire, un triomphe pour l'Eglise. En effet, tandis qu'un nouveau maire est dans la nécessité de prononcer un second mariage, l'Eglise s'en tient à sa première et unique bénédiction. Ce jour-là, à l'affirmation divine d'un principe elle a la satisfaction d'ajouter le vœu des cœurs, reconnaissant qu'un bonheur élevé, durable n'est possible que dans l'amour unique.

En effet, en même temps qu'il songeait à défendre la doctrine, le P. Didon plaçait pour ces âmes dont l'Eglise a charge. Il ne voulait pas qu'une disposition de loi fermât aux époux la route du repentir. Il ne fallait point que, sous l'œil paternel de l'Eglise approuvant et bénissant leur rapprochement, ils recussent aux yeux de la loi dans l'illégalité, eux et les enfants qui seraient sortis de leur mutuel pardon.

Le remariage est donc possible dans deux cas : quand les deux époux divorcés sont demeurés l'un et l'autre libres après le divorce, ou encore quand l'un des époux est devenu veuf après un nouveau mariage. La loi est muette sur le cas de deux époux remariés, chacun de son côté, et devenus veufs l'un comme l'autre. Mais il est à croire qu'elle accorderait aux deux parties ce que, dès aujourd'hui, elle concède à une seule. On se remarie donc pour le plus grand triomphe de l'Eglise qui proclame de toutes ses forces le dogme de l'indissolubilité, et pour la plus grande confusion du législateur qui avait affirmé le contraire.

Il y a un cas, défini très nettement et très justement par la loi, où le remariage est impossible :

« Les époux divorcés, dit l'article 235, ne pourront plus se réunir si, postérieurement au divorce, l'un ou l'autre a contracté un nouveau mariage suivi d'un second divorce. »

Cette disposition marque que, dans le temps même où il permettait le remariage, le législateur s'est bien aperçu que le divorce en était diminué d'autant. Peut-être même eût-il voulu parler à la belle secrète que lui portait l'Eglise. Beaucoup d'influences peuvent se mettre en jeu pour circonvenir l'époux divorcé et remarié ; on effraye une femme pieuse en lui démontrant qu'aux yeux de la religion, sa vie n'est qu'un adultère ; on peut agir sur l'homme par d'autres moyens, par exemple en faisant jouer l'intérêt.

— Dans ces cas-là, s'est dit le législateur, ce sera l'Eglise elle-même qui poussera les divorcés remariés à solliciter un second divorce. Et s'ils lui obéissent ? S'ils l'obéissent ? S'ils retournent au premier mariage ? La loi aura été bafouée, le mariage civil sera tout à fait déconsidéré.

L'interdiction de se réunir à un époux divorcé, après un second mariage et un second divorce, a une utilité plus générale et plus pratique. Il ne fallait pas que le divorce servît à des époux peu scrupuleux et trop d'accord pour sortir de situations financières embarrassées, pour duper leurs créanciers, pour transformer à leur profit, aux dépens des autres, la forme et le fond de leurs affaires. Enfin, le législateur a jugé qu'on devait se méfier grandement d'un époux qui a déjà deux divorces à son actif. Le principe même sur lequel est fondé le divorce empêche qu'on limite le nombre des expériences qu'un sujet éprouvé du mariage et difficile à contenter peut risquer au cours de sa vie, mais on a estimé que cet inconstant n'avait aucune chance d'être heureux dans le remariage avec sa première femme, après qu'il n'avait pas pu s'accorder avec la seconde. *Non bis in idem*, dit une loi fort sage. Comme on était bien décidé à rendre le remariage indissoluble, on ne voulait pas enfermer dans cette cage à loup une brebis qui déjà y avait perdu de la laine. Une troisième victime, à la bonne heure !

J'avoue que la quatrième disposition de l'article 235 choque tous mes instincts de logique. Il y est dit :

« Après la réunion des époux (entendez le remariage), il ne sera reçu de leur part aucune nouvelle demande de divorce pour quelque cause que ce soit, autre que celle d'une condamnation à une peine afflictive ou infamante prononcée contre l'un des deux depuis leur réunion. »

J'entends bien que le législateur n'a point voulu reconnaître l'incompatibilité d'humeurs comme une cause de divorce. Il prétend que d'anciens époux, remariés ensemble après l'épreuve de la séparation, ne peuvent invoquer qu'il y a eu surprise, erreur sur la personne. Et pour refuser le divorce à ces époux remariés on s'abrite derrière l'indignation sincère que le Conseil des Cinq-Cents témoigna pour l'incompatibilité d'humeurs.

« Il serait difficile d'imaginer, disait en effet Régnant de l'Orne, combien cette cause de divorce favorise la légèreté et l'inconduite des époux, combien elle les excite au libertinage et à la débauche et contribue à la corruption des mœurs. Qu'y a-t-il de plus immoral que de permettre à l'homme de changer de femme comme d'habit, et à la femme à changer de mari comme de chapeau ? N'est-ce pas porter atteinte à la dignité du mariage ? N'est-ce pas en faire le jouet du caprice et de la légèreté, et le changer en concubinage successifs ? »

Que les partisans du mariage indissoluble approuvent de telles paroles, on le conçoit ; mais on ne voit pas bien comment les défenseurs du divorce ont pu s'en contrefaire pour interdire le divorce après le remariage. Il faut être d'accord avec ses principes et, quand on les croit justes, accepter toutes leurs conséquences, voire les plus fâcheuses. Les partisans du mariage indissoluble n'ignorent pas qu'une décision si absolue peut causer beaucoup de douleurs, broyer des victimes innocentes. Les partisans du divorce, de la liberté, du contrat dissoluble n'ont pas le droit de mettre une limite à cette liberté, de motiver dans l'ordre du sentiment et des griefs tout à fait personnels que les époux peuvent arguer l'un contre l'autre.

Pourquoi le mariage serait-il dissoluble et le remariage indissoluble ? Les arguments que l'on a fait valoir pour accorder le premier divorce valent la seconde fois. Une première erreur ne nous protège pas nécessairement d'une seconde. Eloignons l'un de l'autre, les gens peuvent espérer qu'ils se feront dans l'avenir des concessions d'où naîtra la paix. Ils se réunissent, et la guerre reprend.

Et ceci est le cas de la bonne foi ; mais quand il y a tromperie ? piège du fait de l'une des deux parties ?

J'ai reçu avant-hier la visite d'une jeune femme. Elle a divorcé pour avoir sa santé, sa raison, sa fortune des mains d'un époux indigne. Le coupable, qu'elle aimait peut-être malgré tout, le feint de s'amender. Il a donné après le divorce des gages hypocrites de sa contrition. Celle qui ne le haïssait pas encore s'est laissée attendrir. On est retourné devant le maire. Le lendemain même du remariage, le tartufe a jeté son masque. Il ne se contente plus de violences légères : il a pris un bâton ; il a expliqué à celle qui maintenant le déteste qu'il lui fera payer le scandale de son divorce. Elle ne doit s'attendre à aucun ménagement, à présent qu'elle n'a plus de recours.

De quel droit le législateur, qui a créé le divorce, verrouille-t-il la porte par où cette femme pourrait s'échapper de son remariage, éviter le désespoir qui la guette ?

Je le sais, les partisans du divorce me répondront avec l'accent du triomphe : Vous reconnaissez donc que le divorce est nécessaire, puisque vous le réclamez même après le second mariage pour cette intéressante victime ?

Je réponds sans embarras : Les prudentes réflexions que le législateur veut que l'époux fasse au seuil du second mariage, je les exige, moi, à l'entrée du premier. Je les veux, si sages, si conscientes, si entourées de garanties qu'elles rendent les chances de totale erreur infiniment rares. Je demande que le goût et la tendresse tiennent dans les décisions cette place pré-

pondérante que l'on accorde à l'argent. Et, après cela, avec tous ses risques, j'accepte le mariage indissoluble. Mais du moment qu'il y a licence de divorce, de l'heure où le contrat peut être rompu autant de fois qu'il plaît à un mari de battre sa nouvelle femme, autant de fois qu'il plaît à une épouse nouvelle de tromper un mari trop naïf, je me demande de quel droit le législateur a déclaré indissoluble le remariage entre époux. Et, une fois de plus, je touche ici du doigt cet arbitraire qui est la tare de notre loi sur le divorce et qui la fera caduque.

Hugues Le Roux.

AU JOUR LE JOUR

BATAILLE DE FLEURS

Nos aimables Parisiennes qui aiment tant les fleurs, et à qui les fleurs le rendent bien, comme disait un galant madrigal, ne se doutent peut-être pas que les roses, les violettes et les œillets traversent en ce moment une crise, et que l'émol est grand chez les fleuristes.

On ne s'en douterait guère, assurément, en voyant, par ce joli début de printemps, les devantures des marchands toujours aussi bien fournies, aussi fraîches et aussi engageantes.

Mais les faits sont là, cependant, et nous avons eu l'occasion d'en causer avec une des premières fleuristes de Paris, qui, tout en exécutant de ses doigts experts un merveilleux « surtout de table », a bien voulu nous exposer les doléances de la corporation.

— Eh bien ! voilà, monsieur. Vous savez quelle quantité considérable de fleurs nous recevons de Nice...

— Je m'en doute.

— Nous les recevons en colis postaux de trois à cinq kilos, par les deux « rapides » du matin : ceux qui arrivent à Paris entre neuf heures et neuf heures et demie. Nous avions toute la journée pour les faire tremper, les soigner, les bichonner, puis, nous les mettions en vente le lendemain, ou bien nous les réexpédions le soir même à destination de l'étranger. C'était très commode, n'est-ce pas ?

— En effet.

— Eh bien ! monsieur, cela ne nous est plus possible, actuellement. Nous sommes victimes d'une persécution inouïe !

— Comment cela ? Est-ce que, par hasard, le gouvernement ?...

— Non, ce n'est pas le gouvernement. C'est la Compagnie P.-L.-M. qui nous persécute. Figurez-vous qu'elle a décidé que les trains rapides ne prendraient plus de fleurs à destination de Paris !...

— Oh, oh ! voilà qui me paraît bien grave. Et quelles raisons fait donc valoir la Compagnie pour accomplir ce coup d'Etat ?

— La fleuriste a une saisie ? dit-elle. Elle prétend que ses rapides sont encombrés, que les expéditions sont trop considérables et que cela cause des retards...

— Diable, diable !... Il est certain que ce serait là une raison...

— Oh ! monsieur, des raisons, on en trouve toujours. La vérité, c'est que, chez nous, en France, les administrations publiques ne savent pas ce que c'est que la bonne volonté et la complaisance. Elles ne font rien pour favoriser le commerce... Je vous demande un peu si c'est raisonnable : nous n'allons plus recevoir nos fleurs que par les trains express, des trains qui mettent vingt-sept heures à venir de Nice ! Cela a-t-il du bon sens, voyons, monsieur ?

— La fleuriste n'était pas contente. Je répondis avec conviction :

— Non, madame, non, cela n'a pas de bon sens !...

Mais qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son. Il me parut étonné d'aller me renseigner auprès de la Compagnie, dont un des hauts fonctionnaires voulut bien me donner quelques détails à ce sujet :

— Mon Dieu, monsieur, me dit-il, la question est pourtant bien simple. Vous admettez bien que notre premier souci doit être de transporter les voyageurs le plus rapidement possible, et que les marchandises ne doivent passer qu'en second lieu...

— Il n'y a pas de doute...

— Eh bien ! l'encombrement des colis postaux était tel, dans les gares d'arrêt, entre Vincennes et Marseille, que de continus retards se produisaient. Il nous avait fallu créer des trains spéciaux qui ramassaient dans des fourgons les colis de fleurs et les amenaient à Marseille. Mais, le nombre des voyageurs grossissant constamment, nos trains s'allongeaient dans des proportions insupportables, et il nous fallait donc sacrifier ou les voyageurs ou les marchandises. Je vous demande en conscience si nous pouvions hésiter ?...

J'avais donné raison à la fleuriste ; c'était bien le moins que je donnasse aussi raison au fonctionnaire de la Compagnie.

— Non, monsieur, lui dis-je, non, vous ne pouvez pas hésiter !...

Et, satisfait sans doute de mon approbation, mon honorable interlocuteur voulut bien ajouter que les choses finiraient par s'arranger. Ce qui tracasait le plus nos horticulteurs, c'est la crainte d'être en état d'infériorité vis-à-vis des horticulteurs étrangers, qui se trouvaient avantagés au point de vue de la rapidité et du prix du transport. Mais des mesures vont être prises à cet égard, et nos intérêts nationaux n'auront pas, paraît-il, à souffrir de la concurrence. D'un autre côté, on s'arrangera pour que les colis arrivés par les express soient assez rapidement distribués pour qu'on puisse utiliser les fleurs dès le lendemain, comme on le faisait avec les rapides...

Bref, tout porte à croire que cette bataille de fleurs ne laissera derrière elle ni morts ni blessés. Nous nous en réjouissons pour nos horticulteurs, qui sont tout à fait dignes de sollicitude ; pour nos fleuristes dont l'industrie est une des plus charmantes qui se puissent imaginer, et surtout pour nos Parisiennes, nos jolies et troublantes Parisiennes dont on peut toujours dire comme dans la mélodie de Gounod.

La femme a gardé dans son cœur
 Le plus doux parfum de la fleur ;
 La fleur le parfum de la femme !...
 André Nède.

Echos

La Température

Une aère supérieure à 770mm se concentre sur l'Europe occidentale ; à Paris, le baromètre se tient encore en bonne hausse. Des pluies et des neiges sont signalées dans le Nord ; mais, en France, la sécheresse est générale. Quant à la température, toujours très douce, elle indiquait, hier, à Paris, 10° au-dessus du matin à huit heures et 20° dans l'après-midi ; dans la matinée, on notait 14° à Alger et 13° aux îles Sanguinaires. Ainsi, peu de variations, et ce temps doux et beau va continuer. Dans la soirée, le baromètre se tenait à 769mm.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 16° ; à midi, 20°. Temps superbe.

Les Courses

A 2 h., Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants de Robert Milton :

Prix du Chemin de fer : Harmonica.
 Prix Sornette : Tombelaine.
 Prix du Vieux-Moulin : Sinha.
 Prix Cloner : Guérigny.
 Prix de Saint-Pair-du-Mont : Libaros.
 Handicap Optional : Cannes.

LES GRANDES ÉCOLES

En ce qui concerne les débats de la Chambre, les lecteurs des journaux ressemblent un peu aux députés qui ne fréquentent la salle de leurs séances que les jours de scandales parlementaires, et qui restent chez eux ou dans les couloirs ou à la buvette lorsqu'on discute des affaires sérieuses, c'est-à-dire des affaires auxquelles ils ne comprennent rien.

Nos lecteurs, cependant, doivent faire une exception, grâce à notre ami Pas-Perdus, dont l'ingéniosité rendrait amusante la démonstration d'un théorème d'algèbre.

Un peu par devoir professionnel et beaucoup pour entretenir la férocité de ma rancune contre le parlementarisme, je m'impose chaque matin la lecture du *Journal officiel*. Elle m'intéresse à un point indicible, parce qu'on y voit à nu les petits moyens et les petites âmes de notre pauvre personnel gouvernemental.

Ainsi, dans la discussion du budget des postes et télégraphes qui se poursuit en ce moment, j'ai relevé trois scènes typiques. L'une a eu lieu entre un ministre d'hier et un député. Ils se rapprochaient mutuellement d'avoir distribué des rubans ou des palmes, je ne sais plus bien au juste, enfin d'avoir abusé de ces petits bouts d'étoffe rouge avec lesquels on prend les hommes et les grenouilles.

Juudi, c'était l'éminent Mesureur qui protestait contre la partialité des examinateurs de l'Ecole supérieure des postes et télégraphes, et le sous-secrétaire d'Etat actuel, M. Mougeot, le collait sous bande en lui déclarant tranquillement que s'il y avait eu des actes de faveur, c'était du temps où M. Mesureur était lui-même ministre des postes et télégraphes.

Enfin, cette Ecole supérieure des postes et télégraphes a servi de prétexte à la plus divertissante des discussions.

Des orateurs ont déclaré qu'elle était antidémocratique ; d'autres, qu'il n'y avait rien au monde de plus démocratique. Et tous ces orateurs étaient démocrates. Là éclate le grand malentendu sur lequel nous vivons depuis un siècle, et dont nous finirons par mourir. Nous ne savons pas ce que c'est qu'une démocratie. Les uns croient qu'une démocratie est un régime où le peuple gouverne directement ; les autres, un régime où le peuple contrôle ; les uns, un régime qui comporte l'accessibilité de tous aux emplois ; les autres, un régime qui comporte l'accession de tous aux emplois.

Pour ces derniers, qui sont les plus bêtes, et par conséquent les plus nombreux, et qui sont abondamment représentés à la Chambre, l'aristocratie intellectuelle est aussi insupportable que le fut l'aristocratie nobiliaire. Ils commencent à détester les examens presque aussi furieusement que leurs pères détestaient les parchemins. Et d'ailleurs les diplômés, eux aussi, sont des parchemins. Il y a là un phénomène curieux de régression vers l'état sauvage, où le travail n'est pas encore divisé, où tout le monde accomplit toutes les fonctions et se trouve, par conséquent, apte à tous les emplois.

La prochaine révolution se fera peut-être entre les grandes Ecoles. En attendant, le gouvernement va être obligé de demander, et le Parlement de voter, deux douzièmes provisoires nouveaux. On parle de voter le budget pour deux ans. Nous y gagnerions l'économie d'une représentation de la république comédie budgétaire. — J. CORNELLY.

A Travers Paris

Par un décret qui paraîtra ce matin au *Journal officiel*, M. Catusse, ancien directeur des contributions indirectes, conseiller d'Etat, grand officier de la Légion d'honneur, est nommé ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe et désigné, en cette qualité, pour aller remplacer, comme ministre de France à Stockholm, M. Marcel, qui est nommé conseiller d'Etat.

M. Catusse, qui a longtemps appartenu à l'administration préfectorale et qui a successivement occupé des postes fort élevés, est bien connu dans les milieux politiques officiels, et il n'est pas douteux qu'il ne rende dans la diplomatie les mêmes services qu'il a rendus dans les différentes fonctions qu'il a occupées jusqu'ici.

Quant à M. Marcel, son passage dans la « carrière » n'aura pas été de longue durée, et son échec, qu'il serait inutile de dissimuler, ne surprendra pas ceux qui le connaissent et savent que ses très réelles qualités de travailleur et d'érudit

ne pouvaient compenser certains défauts de caractère particulièrement nuisibles dans une carrière où, suivant le dicton populaire, on prend plus de mouches avec du miel qu'avec du vinaigre !

M. Constans va s'installer pendant quelques jours avec Mme Constans à Sombel.

L'ambassadeur de France à Constantinople regagnera ensuite son poste.

Les curieux qui se promènent à travers les chantiers de l'Exposition commencent à être intrigués : ils y voient s'élever des palais de superbe architecture, des constructions hardies destinées à donner prise à de très intéressantes choses prises chez nous ou venues de l'étranger. Mais ils ne découvrent pas encore le coin spécialement réservé à la Ville de Paris. Serait-ce que la grande ville vient à faire la modeste et s'efface, raît devant de redoutables concurrences ? Pas le moins du monde.

La Ville de Paris exposera le résultat de ses améliorations et de ses progrès dans un pavillon magnifique ; seulement, ce pavillon n'est encore que sur le papier. Il occupera, dit-on, plus de trois mille mètres de surface au Cours-la-Reine ; pour le moment, il tient, à l'Hôtel de Ville, dans un carton dont personne ne le fait sortir.

Ce pavillon, dont le plan a été dressé, sous la direction de M. Bouvard, par le très habile architecte Graviy, aidé de son jeune et intelligent collaborateur Lagrave, est une véritable œuvre d'art, mais peut-être de révo. Qu'attend donc le Conseil municipal pour en ordonner l'exécution ? Veut-on seulement exposer les dessins, ou bien devons-nous compter sur la construction elle-même ? Il est temps d'y songer.

AUTOUR DU BOULEVARD

Je n'étonnerai pas, j'imagine, M. Henri Lavedan en lui disant que son *Vieux Marcheur* défraye, en ce moment, dans une large mesure les conversations du brillant monde ; mais je ne puis lui dissimuler que, si l'on est unanime à rendre hommage au talent qu'il a déployé et si personne ne songe à contester les rares qualités de finesse, d'observation et d'esprit de l'une des pièces les plus amusantes qu'il soit possible d'imaginer, certaines parties, d'une hardiesse un peu surprenante, même pour l'époque où nous vivons, en sont assez vivement discutées. Aussi bien tous ces caractères pris sur le vif que met en scène le spirituel académicien sont-ils faits pour inspirer une foule de réflexions et pour exciter la verve des psychologues de salon, qui se livrent, à ce sujet, à des dissertations à perte de vue. Les remarques plus ou moins ingénieuses s'entre-croisent, et je dois avouer que, pour la plupart, elles ne valent pas la peine d'être signalées.

Il en est une, cependant, que l'on a faite souvent avant moi, depuis quelques jours, et qui m'a paru des plus justes. Elle consiste à dire que ce type saisissant du vieux marcheur, créé de toutes pièces par M. Lavedan, mais dans lequel chacun de nous retrouve quelques-uns des traits saillants de tel ou tel vivant impénitent de sa connaissance, aura bientôt cessé d'être vrai, et que les générations à venir, lorsqu'on leur mettra sous les yeux, le prendront pour un personnage purement imaginaire. Exagère-t-on ? C'est fort possible, et même probable. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que les jeunes gens de ce temps-ci « marchent » si peu et ont généralement si vite fini de marcher qu'il n'y a guère de chances pour que, dans leur vieillesse, quelques-uns d'entre eux réalisent le spécimen de fétard sénile qu'a si bien mis en relief l'auteur du *Nouveau Jeu*. Faut-il le regretter ? A franchement parler, je ne le crois pas. — L'Afranchi.

Le « Petit Chapeau », cette association littéraire et artistique qui a été formée dans le monde impérialiste et qui prend chaque jour une plus grande extension, a donné hier une brillante soirée à l'occasion de l'anniversaire du 18 mars.

Le programme, choisi par des fidèles du parti, était une sorte de reconstitution de l'épopée.

D'abord des projections napoléoniennes très réussies, du comte de Las-Cases, commentées par M. Fortier-Maire, l'avocat bien connu, dont la voix superbe était scandée par les applaudissements unanimes de la foule. Puis les chansons de Béranger, *Il vous a parlé grand mère*, etc., dites avec infiniment d'émotion par Mlle Marthe Cergy ; les *Deux Grenadiers*, délicieusement chantés par Mlle Lina Pacary ; l'*Ode à la Colonne*, magistralement récitée par M. de Max, le créateur du Roi de Rome au Nouveau-Théâtre ; *Entre Prétendants*, une amusante revue de Lihus et Marquiset, jouée par la gentille Diéterle, des Variétés ; MM. Garbagni et Berthier, de l'Odéon, etc., etc.

A ajouter aussi au programme, Mlle Boos, Beauvais et Meunier, de l'Opéra, et Mme Molé-Truffier non moins applaudies.

Brillante assistance dans la salle de l'avenue Hoche :

Général Massing, comtesse Le Hon, comte de Bligny, comte et comtesse de Taillat, M. et Mme Busson-Billault, baronne Gourgaud, baron Legoux, duchesse de Belune, duc de Montmorency, baron et baronne de Serlay, duc et duchesse de Morny, M. Delehet, marquis de Lagrange, M. Antoine Gavini, M. et Mme Jolibois, M. et Mme Fortier-Maire, comte et comtesse de Las-Cases, M. Louis de Meulle, baron de Bourgoing, M. et Mme Eugène Guillard, M. Eggy, comte de Valon, comte Marquiset, M. et Mme Pardailhe-Galabrun, comte de Laborde, comtesse Davilliers, M. et Mme Paul Leroux, M. Levert, comte et comtesse Treillard, baron et baronne Hamelin, comte Hubert Delamarre, M. Onfroy de Bréville, M. Chérany, M. Louis Metman, baronne Lejeune, M. Thouvenel, M. de Saint-Léon, M. Lespagnol, etc.

Les deux hôtels de la place Vendôme seront décidément vendus à la date fixée. Les trois millions qu'on en attend doi-

vent servir, suivant une pittoresque réponse à la question d'ajournement de vente qui avait été posée, à « boucler le budget ».

Le ministère des colonies reste donc au pavillon de Flore, et sous la salle des Etats qui va recevoir notre incomparable collection des Rubens, on continuera à emmagasiner les provisions de fourrages de ses écuries.

C'est jouer avec le feu.

Existerait-il des boissons fatales ? Dernièrement, un de nos bons comiques mourait peu de temps après avoir été représenté sur une affiche dégustant un apéritif qui devait le rendre robuste et fort. Il serait de mauvais goût de rappeler un exemple plus récent venu de très haut. Mieux inspiré, le Quinquina Dubonnet a adopté une marque de fabrique qui ne court aucun risque de disparaître ni de faire douter des vertus toniques et apéritives du « Dubonnet ».

Hors Paris

La statuomanie ne sévit pas seulement chez nous.

On doit inaugurer le jour de Pâques, en l'église d'Aberdare, un monument à la mémoire du cycliste Arthur Linton.

C'est d'ailleurs la deuxième statue de cycliste qui ait été jusqu'à présent érigée en Angleterre. La première fut celle de William Harris, célèbre surtout par une formidable pelle ramassée sur la piste de Birmingham, et qui lui coûta vie. Nous n'en sommes pas encore là.

De Monte-Carlo :

« Le Riviera-Palace, ce splendide hôtel que la *Compagnie Internationale des Grands Hôtels* vient de faire édifier à Monte-Carlo Supérieur, s'emplira chaque jour de nouveaux hivernants. S. A. R. le prince de Galles, accompagné de quelques amis, a passé l'après-midi d'hier à l'hôtel, qu'il a admiré dans tous ses détails ; il est parti littéralement enthousiasmé, en annonçant qu'il reviendrait déjeuner jeudi prochain. »

Beaucoup de monde à Spa où, grâce à la douce température, la saison est animée déjà comme au printemps.

Cette année la série des festivités spadoises commencera dès le mois de mai. Plus d'un million est affecté par le Casino aux distractions de la prochaine saison.

Nouvelles à la Main

Optimisme boulevardier.
 — Entre nous, mon cher, vous ne devriez pas tant vous fier à cet Anatole. Il vous démolit à chaque occasion.

— Oui, je sais qu'il dit toujours du mal de moi ; mais il faut lui passer ça. Que voulez-vous ? C'est mon seul ami.

Le Masque de Fer.

Nous commencerons demain la publication d'un nouveau roman :

NOTRE MASQUE

écrit pour les lecteurs du FIGARO par

M. MICHEL CORDAY

LE

demandé se chiffre par la bagatelle de 2.300.000 francs. Peine perdue ! Une assemblée, issue du suffrage universel, s'inclinera toujours devant 40.000 électeurs. L'amendement est adopté par 420 voix contre 127. J'imagine qu'après ce vote, le déficit budgétaire doit dépasser six millions. Mais une fois le premier trou creusé, on n'y regarde pas de si près !

Je néglige un certain nombre d'amendements qui ne sont pas négligeables si l'on considère le dommage qu'en éprouveront les contribuables, mais qui ont un caractère trop électoral pour qu'on s'y arrête. La plupart ont été votés, sous prétexte qu'ils apporteraient une obole aux petits et aux humbles. On fait bien de s'intéresser à ces pauvres gens et je jure ici — comme M. Berthelette — qu'ils sont dignes de toute la sollicitude du gouvernement et de la société. Mais on abuse un peu de la perpétuelle réclamation qu'on leur fait. La rengaine des *petits et des humbles* tourne véritablement à la saute et si l'on tire trop sur cette corde, elle finira par se casser. L'insistance qu'on y met me remet en mémoire un mot cruel de Proudhon : « Les victimes ont si fort que je plains les bourreaux ! »

Parmi tant de propositions qui ont débité tantôt à la tribune, je n'en vois qu'une à retenir. Elle est de M. Lasies :

La Chambre invite le gouvernement à enlever aux préfets la nomination des facteurs, pour la confier à l'administration centrale des postes.

Voilà une vraie réforme, si logique et si urgente, qu'on ne la réalisera jamais. Savez-vous combien elle a recueilli de voix ? 96 contre 293. Pourquoi ? Oh ! c'est bien simple, parce que retirer la nomination des facteurs aux préfets, ce serait la retirer aux députés. Pour une raison toute pareille, on ne rendra pas à l'autorité académique la nomination des instituteurs. La politique, la sale politique s'y oppose.

Pas-Perdus.

LE SÉNAT

Dans la séance de mardi, M. Millières-Lacroix avait longuement développé, sur l'article premier de la loi instituant des caisses régionales de crédit agricole mutuel, un amendement qui substitue la répartition directe de l'Etat à celle des organes intermédiaires que l'on veut créer pour venir en aide à l'agriculture. Le rapporteur, M. Lourties, a développé, non moins longuement, cette idée simple : c'en serait fait de la loi ! Et M. Millières-Lacroix, qui se borne distamment, a rouvert le robinet de son intarissable élocution.

Entre les deux, le ministre de l'Agriculture a glissé un discours d'une moindre étendue, et cette grande bataille s'est terminée par la défaite de M. Millières-Lacroix dont l'amendement n'a obtenu que 53 voix contre 201.

Victorieuse sur l'article 1^{er}, la Commission se voit infliger, sur l'article 2, un demi-échec. On lui renvoie pour mettre un peu d'ordre et de clarté dans son texte, et la suite du débat est ajournée à une prochaine séance.

P. B.

Autour des Chambres

Le budget. — Deux interpellations. — La feuille de présence. — Une enquête.

Au Palais-Bourbon, comme au Luxembourg, ceux qui voudraient soustraire nos finances à un provisoire perpétuel et qui, sans voir dans les douzièmes provisoires une honte, se refusent à admettre que cet expédient constitue le dernier mot de la sagesse, ont imaginé d'introduire dans la loi de finances actuellement en discussion un article additionnel qui la rendrait applicable en 1899 et en 1900.

Ce serait le seul moyen de rattraper le temps perdu ; mais si les sénateurs ne manifestent aucune répugnance pour cette combinaison, nos chers souverains, toujours jaloux de leurs prérogatives, croiraient se déshonorer en se montrant simplement raisonnables. Le budget de 1899 viendra tard, et celui de 1900 quand il plaira à Dieu. Les députés en prennent leur parti en philosophes et, d'ailleurs, les contribuables ne songeront point à se plaindre, puisque le provisoire budgétaire les met, pour un temps, à l'abri des gaspillages électoraux.

Le ministère se réserve, avec un visible désir de ne pas voir se terminer trop vite le débat financier. Comme le livre de la cuisine bourgeoise, il ne lui déplaît pas d'attendre, car aussi longtemps que les économistes se donneront libre carrière, la politique chômera. On ajourne les interpellations dangereuses ; on ne discute que les secourables ou celles qui permettent d'amuser le tapis. Son existence est calme et il a, pour se distraire, la conversation de M. Georges Berry que le groupe du Courbevoie escorte. Pendant que la Chambre s'occupe des facteurs, l'impôt sur le revenu sonne, maille et les grandes, mais dangereuses, réformes se reposent sous l'orme. Les jours sont tissés d'or et de soie ; ce n'est pas lui que les douzièmes provisoires dissolgent.

Cependant, il ne lui déplaît point de se donner, par instants, l'illusion de la bataille, et de vaincre sans péril, pour se tenir en haleine. Une petite guerre, avec des cartouches sans balles, a cela de bon qu'elle vient à point pour rompre la monotonie de son existence.

Il aura, aujourd'hui même, deux engagements, l'un au Sénat, l'autre à la Chambre, qui lui permettront de prendre, sans basarier beaucoup, des poses fières. Au Luxembourg, il s'apprête à croiser le fer avec M. Joseph Fabre et, au Palais-Bourbon, avec M. Sembat. Le premier lui touchera un mot des embarras de la Ligue de la Patrie française ; le second lui demandera de montrer plus de respect pour les décisions de M. Maguand. Il s'agit de ce jugement si favorable aux sympathiques chemineaux, qu'un procureur de la République ose frapper d'appel.

Les Commissions, comme le gouvernement, se reposent. Seule, la Commission du règlement s'est réunie pour examiner l'ingénieuse invention d'un député du Cher, M. Breton, qui veut contraindre ses collègues à signer chaque jour la feuille de présence. Elle a jeté, un peu dédaigneusement, ce petit papier par la fenêtre. Mais on le ramassera, et rien ne

prouve que, malgré l'éloquence du rapporteur, M. Bérard, on ne fera point un sort à cette proposition saugrenue.

Pendant que M. Breton constate, une fois de plus à ses dépens, qu'il y a toujours place pour un malheur ou au moins pour un accident, entre la coupe et les lèvres, le bureau conclut à une enquête sur l'élection de M. le comte Lanjuinais.

Paul Bosq.

LE CHAUFFAGE MUNICIPAL

L'un des traits caractéristiques de nos civilisations modernes, c'est assurément la multiplication croissante des entreprises collectives destinées à satisfaire aux besoins qui relevaient exclusivement autrefois des précaires hasards de l'initiative individuelle.

Autrefois, chaque individu (ou chaque famille) devait, à ses risques et périls, veiller à ses intérêts immédiats, depuis ceux de sa défense et de son alimentation jusqu'à ceux de son bien-être, de son confort et de son luxe. Puis, peu à peu, l'esprit de solidarité sociale s'est fait jour et s'est développé, et, de compte à demi avec le principe, de mieux en mieux compris et de mieux en mieux appliqué, de la division du travail, a commencé de transférer les sociétés et de changer la face du monde.

Au tournant d'histoire où nous sommes, l'éclairage, la voirie, les transports, les communications postales, la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène, etc., toutes nécessités dont la garantie individuelle et fragmentaire est si difficile — promettent de devenir ou sont déjà devenus autant de services publics. Et nous ne sommes pas au bout ! Il s'en faut même de beaucoup que nous ayons épuisé cette évolution, dont la lenteur n'exclut point l'infaillibilité.

Je n'en veux d'autre preuve que l'augmentation indéfinie de ces distributions générales à domicile qui tendent de plus en plus à décharger les habitants des villes des efforts, des alicés, des désagréments, des risques et des responsabilités qu'impliquait encore, il y a quelques années à peine, la recherche d'une foule de satisfactions grossières ou menues.

On distribue déjà, à domicile, dans des conditions de certitude et de régularité qui auraient paru invraisemblables à nos pères, non seulement les lettres, télégrammes et colis postaux, mais la lumière, le son, l'heure, la force motrice, l'eau potable (ou réputée telle) — en attendant qu'on distribue également les eaux minérales et médicamenteuses, les odeurs suaves et les désinfectants.

Pourquoi pas, après tout ? Il y a quelques années, de graves revues scientifiques, incapables d'une fustierie déplacée, racontaient sans rire que les Américains avaient songé à canaliser le lait, par *pipe-lines*, comme *The Oil Standard Company* a déjà canalisé le pétrole. Dans un rayon de 50 milles autour de New-York ou de Chicago (je ne sais plus au juste), on devait syndiquer tous les fermiers de bonne volonté, qui seraient venus ainsi, sous le contrôle et pour le compte de l'administration centrale, verser leur lait dans d'énormes récipients, analogues à des gazomètres, d'où se serait irradié en tous sens un éventail de tubes souterrains, débouchant, à travers un compteur *ad hoc*, au domicile même des abonnés.

Je ne sais ce qu'il est advenu de ce projet paradoxal. Mais n'oubliez pas que tout arrive — surtout en Amérique ! De son côté, M. Duponchel n'avait-il pas proposé, si j'ai bonne mémoire, mieux encore ? Il ne parlait de rien moins, en effet, celui-là, que d'établir une canalisation souterraine pour le vin, au moins pour le vin ordinaire, qu'il s'agissait de refouler de Certe ou de Bordeaux jusqu'à Bercy d'abord, puis de Bercy dans la cave même du consommateur, sinon sur sa table et dans son verre. L'idée était séduisante, à ce qu'il paraît, puisqu'elle fut reprise, en 1893, par M. Isidore Cochon-Chambertin, candidat à la députation dans l'arrondissement de Laon, qui ne craignait pas de l'inscrire, revue, corrigée et augmentée, dans son programme électoral. M. Isidore Cochon-Chambertin ne parlait ni plus ni moins que d'un tube vinicole sous-marin reliant, par-dessous les flots bleus de la Méditerranée, Alger à Marseille : histoire de mettre en valeur notre vignoble africain !

On ne voit pas, en tout cas, pourquoi, sans recourir à d'aussi excentriques procédés de distribution, le service de l'eau de Contrexéville ou de l'eau de Vichy, des antiseptiques ou des aromates, ne deviendrait pas tôt ou tard un service public... Au moins en ce qui concerne l'approvisionnement distributif, les lecteurs du *Figaro* savent de reste qu'il ne s'en faut guère que ce rêve n'ait d'ores et déjà pris quelque part un corps.

Quoi qu'il en soit, voici maintenant qu'on va distribuer couramment la chaleur chez tous les abonnés de bon vouloir. Il va de soi que la chose ne se passe pas dans notre vieille Europe, pusillanime, tatillon et routinier, mais en Amérique. Là-bas, en effet, au moins dans certaines villes telles que Springfield, Denver, Detroit, Lynn, Auburn, Saint-Louis, Harrisburg, etc., le chauffage des habitations par la vapeur canalisée se fait au moyen de stations centrales, qui le distribuent à domicile comme l'on distribue chez nous la lumière électrique.

Je puis même ajouter, pour ceux que le détail technique intéresse, que les tuyaux, protégés par une double couche d'amiant et de papier, sont disposés, à 4 m. 50 de profondeur au-dessous du sol, dans une enveloppe de bois laissant un jeu de 0 m. 025 environ ; que la consommation de vapeur se mesure au compteur ; que les eaux de condensation sont collectées d'une façon qui assure l'épandage régulier à l'égout.

A Saint-Louis même, je me suis laissé dire que cette canalisation de chaleur distributive se double d'une canalisation de froid. Grâce à des combinaisons de tuyaux distincts, courant parallèlement le long des murailles, des plafonds et des planchers, et recevant, suivant la saison, tantôt le flux glacial résultant de la détente d'un gaz liquéfié, tantôt un jet de vapeur surchauffée, on a des appartements dont la température ne varie pas du premier jour de l'an à la Saint-Sylvestre ; comme qui dirait le printemps perpétuel !

Mais pour ne parler que de la chaleur, qui, même sous notre ciel tempéré mais capricieux, est moins un luxe qu'un besoin mesuré le progrès accompli !

Autrefois — un autrefois qui, pour la majorité, dure toujours, — chacun se chauffait comme il voulait et comme il pouvait, avec son bois ou son charbon, dans son propre foyer. Puis l'on s'est mis à chauffer les maisons, voire des blocs de maisons, avec un seul calorifère, dont l'établissement et l'entretien sont à la charge du propriétaire, qui calcule ses loyers en conséquence.

C'est ainsi que le four banal d'abord, puis la boulangerie organisée en profession autonome ont peu à peu remplacé les innombrables foyers privés où chaque ménagère faisait cuire, au bon vieux temps, dont, à dire de légende, la vénérable mère du nouveau Président de la République garde encore pieusement la tradition, le pain de la nichée. C'est ainsi que le quinquet municipal s'est peu à peu substitué au falot individuel qui servait à nos pères à éclairer leurs promenades nocturnes.

Maintenant, c'est à tout un quartier, à toute une ville, que de puissantes compagnies, analogues à nos compagnies de gaz ou d'électricité, entreprennent, moyennant une redevance, de souffler tout à tour le chaud et le froid.

Encore une étape, et nous aurons le chauffage collectif, comme l'éclairage, distribué au rabais, par les soins des municipalités elles-mêmes ou de sociétés d'assurance contre le froid (un flicau non moins funeste, en fin de compte, la grêle et l'incendie), dans toutes les maisons, chez les pauvres comme chez les riches, voire sous toutes les rues, — ce qui simplifierait singulièrement l'irritante question de l'enlèvement des neiges et glaces urbaines.

Qui sait même si l'on ne finira pas par trouver le moyen d'utiliser à cet effet le fameux feu central, ainsi que le prédit et expliquait par le menu, dans son roman extraordinaire — *Ignis* — couronné par l'Académie, s. v. p., M. Didier de Chousy ?

Aller de plus en plus en plus vite, y voir de plus en plus clair, c'est bien, assurément. Mais ne pas grelotter, se sentir garanti contre les refroidissements et les engelures, ce serait mieux encore. Aussi, sans médisance — Dieu m'en garde ! — des métropolitains, des tramways, du gaz intensif, de l'acétylène ou des lampes à arc, je me dis qu'un bon calorifère central, à l'américaine, n'aurait rien de surprenant.

Peut-être, après tout, qu'à la faveur d'une garantie d'intérêt, il se trouverait quelques capitalistes entreprenants pour tenter une aventure à laquelle l'opinion publique, j'en réponds, se prêterait avec enthousiasme.

Et puis, nous payons assez d'impôts pour avoir le droit d'exiger, — ce diable ! — quelques douceurs. Qui donc, je vous le demande, à part les budgétivores professionnels, qui donc se plaindraient, en échange de quelques fonctionnaires de moins, on nous servirait à domicile, de novembre à mars, quelques degrés de plus ?

Emile Gautier.

M^{me} Séverine

M^{me} Séverine a subi hier une très grave opération : celle de la laparotomie. Il y a six mois à peu près, M^{me} Séverine ressentait les atteintes d'un mal à peine soupçonné. On hésite toujours à appeler un médecin. Notre confrère tarda à recourir à la science.

Quand Séverine prit le parti de s'adresser aux docteurs, ils jugèrent une opération nécessaire.

Il y a trois semaines, elle se rendait dans la maison de santé sise, 50, avenue du Roule, où elle avait un long et minutieux régime à suivre avant l'opération projetée, fixée au jeudi 16 mars — opération décisive mais très dangereuse — qui devait naturellement inquiéter la malade.

Séverine, qui a de nombreux amis auxquels elle a toujours désiré laisser un souvenir, fit son testament.

Mardi soir, elle écrivit l'article qui doit paraître demain matin dans le *Journal*. Elle le signa paternellement.

C'est peut-être mon dernier, disait-elle.

Elle ne le finit qu'à minuit. Hier, à huit heures, les chirurgiens ne devant venir qu'à dix heures et demie, elle lut et annota, selon son habitude, tous les journaux du matin, puis répondit à son courrier.

Parmi les lettres reçues, il y en avait une de la *Revue franco-allemande*, qui paraît à Munich, 9, Amalienstrasse.

Celle-ci lui posait le questionnaire qui va suivre et qu'elle lui renvoya aussitôt après avoir mis sous chaque question les réponses données en italique.

— Quel est votre avis personnel sur un rapprochement entre la France et l'Allemagne ?

— Je le souhaite de tout mon cœur. Croyez-vous ce rapprochement désirable ?

— Oui. Possible ? — Oui. Crochard ?

Comment ? — Par les femmes, les livres écrivains et le vrai peuple, les deux tiers.

Quelques instants après que cette lettre était mise à la poste arrivait le docteur Pozzi, qui devait faire l'opération et qui avait convoqué pour l'aider cinq de ses plus distingués élèves, les docteurs Jayle, Bruyère, Cazeneuve, de Loustalet et Bossenard.

Le docteur Pozzi endormit, à l'aide de chloroforme, la malade. A onze heures, il commença la très longue et très délicate opération qui ne prit fin qu'à une heure et demie.

On révéla alors l'opérateur qui, naturellement, resta quelques heures sous l'action du chloroforme.

Avenue du Roule, la salle d'opérations, à cause de la lumière nécessaire, est située au deuxième étage. L'appartement de M^{me} Séverine étant au premier, les portiers vinrent la prendre avec une civilité.

Alors, il se passa une chose très touchante. Les chirurgiens renouvèrent les portiers et descendirent eux-mêmes, avec des soins extraordinaires, l'opérée en son appartement.

Presque aussitôt, la pièce qui précède la chambre à coucher fut transformée en reposoir grâce aux nombreuses gerbes de fleurs envoyées ou apportées par les amis de Séverine, désireux d'avoir des nouvelles de l'opération. Mmes Sarah Bernhardt, Marguerite Durand, Jeanne Marni, etc.

Pendant quatre jours au moins, l'opérée ne pourra recevoir personne. Le docteur Pozzi, bien que ne redoutant ni péritonite ni complications, exige un repos absolu.

Charles Chincholle.

PAR PIGEONS VOYAGEURS

Paris-New-York

C'est une affaire faite : le service postal par pigeons voyageurs, à bord des paquebots de la Compagnie transatlantique, va commencer sur la ligne Paris-New-York, comme nous l'avons annoncé.

Dès demain, la *Normandie*, partant du Havre, emportera une équipe de pigeons voyageurs, choisis parmi les meilleurs courriers, pour les installer dans un colombier à New-York. Ils y resteront définitivement et feront de ce côté le service des dépêches, dès qu'ils seront acclimatés, ce qui ne sera que l'affaire de quelques jours. On n'a pas encore en Amérique de pigeons voyageurs assez entraînés pour faire le service de la haute mer, et ceux qu'on emporte seront probablement la souche d'une race de pur-sang pour les Etats-Unis.

Le service des dépêches commencera le samedi suivant, 25 mars, avec la *Champagne*, qui, partant du Havre vers dix heures du matin, lâchera ses pigeons le lendemain matin, à la première heure, à six cents kilomètres de la terre. Les voyageurs qui voudront envoyer en Europe des nouvelles de leur santé, après la première journée de voyage, ou réparer un oubli, ou adresser simplement à qui de droit un de ces mots affectueux qui doublent de valeur par la distance et les circonstances bizarres de l'avoir, recevront une carte du format des cartes postales, et y écriront, lisiblement autant que possible, ce que le cœur leur inspirera, par mer houleuse ou mer calme, ou ce que bon leur semblera.

Il n'en coûtera que cinq francs. Ces dépêches seront réduites ensemble, par la photographie, sur une pellicule grande comme une carte de visite et qu'on enfermera dans un tube léger confiné à un pigeon voyageur. A l'ube, on ouvrira la cage, et le pigeon, s'élevant à la hauteur nécessaire pour apercevoir la terre, partira d'un trait jusqu'à son colombier, où les dépêches seront agrandies et envoyées à leur adresse.

A son retour, la *Champagne* prendra, à New-York, des pigeons, laissés par la *Normandie*, et les renverra le lendemain, jour d'arrivée à l'arrivée au Havre, elle lâchera des pigeons emmenés du Havre et les changera d'annoncer son arrivée et de transmettre les dépêches des passagers pour l'Europe.

Le service sera dès lors régulier entre Paris et New-York, les pigeons de New-York servant en partie pour le départ et en partie pour le retour ; ceux du Havre pour le Havre, dans les mêmes conditions, au départ et au retour.

Il est évident que cette nouveauté aura beaucoup de succès auprès des passagers, car, de cette façon, on pourra, un jour après son départ, donner de ses nouvelles, et un jour avant son arrivée, s'annoncer, retenir une chambre à l'hôtel, ou convoquer des parents ou amis.

Mais, dira-t-on, c'est peu d'un jour, et, en cas de sinistre à moitié route, les pigeons ne serviront de rien.

Tout d'abord, il faut entraîner ces pigeons par des distances successivement plus grandes, et il est probable qu'on arrivera bientôt à les lâcher à une distance minimum de mille kilomètres. C'est un commencement ; il est des plus intéressants, et dans l'avenir on trouvera le moyen de perfectionner ce service, surtout si toutes les Compagnies s'entendent pour installer des colombiers à la pointe extrême de l'Irlande, d'un côté ; à Halifax, de l'autre. Mais il faut craindre les brouillards, qui ne permettent pas aux pigeons voyageurs de s'envoler, et aussi les grands froids.

On recueillera les renseignements donnés par l'expérience et, peu à peu, on arrivera ainsi, par un système ou par un autre, à maintenir les paquebots, en cours de route, en communication constante avec la terre. Rien ne sera plus facile dans la Méditerranée où un paquebot ne pourra plus être en détresse sans en prévenir la terre. Les transatlantiques auront donc rendu un véritable service à la navigation, par leur initiative.

Jean Régnier.

La Grippe et les « Brûleurs Guasco »

Les médecins ordonnent l'usage des « Brûleurs Guasco » pour éviter ou guérir les gripes, influenza, rhumes ou coqueluche qui sévissent en ce moment. Ces appareils enlèvent aussi les odeurs et fumées de tabac, cuisine, etc.

Prix du Brûleur : 8 fr. franc. Alcool Méthylé garanti : 2 fr. 75 le litre, verre compris.

Appareils pour grosse désinfection après maladie grave. Duquesne et Pegat, 16, rue de la Sorbonne, Paris. Téléphone 807-30.

DANS L'ARMÉE

Nous assistons en ce moment à une véritable campagne pour la suppression ou la réduction au minimum de l'officier de troupe, c'est-à-dire du soldat de fortune entré dans l'armée par le tirage au sort ou l'engagement volontaire. Cette campagne, nous ne saurions en douter, est inspirée par le désir d'être utile à l'armée, mais elle va à l'encontre des intérêts les plus évidents de la défense nationale. Il faut conserver dans les cadres un noyau considérable d'officiers modestes, destinés à rester dans les rangs subalternes et dont les vides ne s'élèvent guère au-delà des galons de capitaine et de chef de bataillon. En contact constant avec la troupe, ces officiers, qui ne sont pas détournés de leur rôle par les concours et la recherche des emplois dans les états-majors, demeurent véritablement la pierre fondamentale de l'armée. En réduire le nombre, c'est se préparer bien des déceptions.

C'est pourquoi l'on ne saurait trop déplorer la réduction à 240 du nombre des sous-officiers admis à Saint-Maixent. On en recevait 300 jadis ; c'est donc un cinquième de moins.

Dans la cavalerie on s'y prend de façon moins brutale en apparence. On se borne à enrayer les engagements. Cette arme accueille par milliers les recrues destinées à faire trois ans de service, sans exiger de connaissances en équitation. Mais si un jeune homme veut être hussard, dragon ou cuirassier, il doit s'enrôler pour quatre ans et savoir monter à cheval. Les maires sont obligés de leur donner un certificat constatant leur apti-

tude. Encore cela ne suffit pas : si, au régime, on ne trouve pas dans l'engagement volontaire un cavalier assez émérite, on peut le renvoyer à l'infanterie où il devra faire quatre ans, malgré sa vocation.

Pour avoir l'habitude du cheval, il faut appartenir au monde aristocratique ou être fils de paysan aisé. Les fils de paysan ne s'engageront pas : ils préféreront leurs trois années réglementaires. Et voilà comment la cavalerie est interdite aux petits bourgeois, petits employés ou ouvriers.

Résultat : Saumur se recrute annuellement dans un milieu aristocratique, rares étant les candidats provenant des régiments par le contingent, et notre cavalerie ne connaît plus le vieil officier de peloton, si utile surtout avec le service à court terme.

Voilà comment troupes à pied et troupes à cheval perdent peu à peu cette classe d'officiers indispensables à l'instruction, dont le séjour volontairement long dans les cadres inférieurs compense le pur d'avancement des officiers sortis des écoles, l'*avancée*, comme on l'a dit spirituellement. En apparence, 240 saints-maixentais, c'est encore un chiffre respectable, mais il faut le ramener à des proportions très modestes. Plus de la moitié de ces 240 sont des bacheliers ayant échoué à l'admission à Saint-Cyr, à Polytechnique, à Navale, et qui peuvent, avec quelque facilité, passer les examens. Ceux-là ferment la route au véritable officier de fortune, c'est-à-dire au bon sous-officier aspirant à l'épaulette. Ils ne donneront pas à l'armée le vieil officier de troupe.

Si l'on continue dans cette voie, on en viendra à réclamer le système d'autrefois : la nomination des sous-lieutenants puisés parmi les sous-officiers sans l'obligation de passer par une école. Et cette proposition, qui semble monstrueuse aujourd'hui, paraîtra naturelle.

Ardouin-Dumazet.

BOITE AUX LETTRES
Neuilly, 16 mars 1899.

Monsieur le Rédacteur en chef,
Dans la plaidoirie du défenseur de M. Urbain Gohier, reproduite par le *Figaro* d'hier, je lis, non sans une très grande surprise, ce passage où mon nom est prononcé, je ne sais à quel propos :

« Sont-ce des libelles odieux, comme M. l'avocat général n'hésite pas à le prétendre ? Demandez plutôt leur avis au général » du Barail, au général... à MM... etc., etc. Je ne connais pas M. Albert Clemenceau, je ne crois pas l'avoir jamais rencontré, et, à coup sûr, je ne lui ai pas fait connaître l'opinion que je pouvais avoir sur l'affaire qu'il s'était chargée de plaider.

Il y a donc là, de sa part, une interprétation abusive de mes sentiments intimes que je ne saurais accepter à aucun titre, et je vous prie de me permettre d'emprunter votre journal, où mon nom a paru, pour protester hautement contre le sens que l'avocat du prévenu semble avoir voulu leur donner.

Agrez, monsieur le Rédacteur en chef, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Général DU BARAIL.

Paris, 16 mars 1899.
Monsieur le Rédacteur en chef,
Le *Figaro* a reproduit un article de la *Gironde* où mon nom figure sur une liste de fonctionnaires, dressée, paraît-il, en vue d'une restauration monarchique. Il ne m'appartient ni de rechercher l'origine de ce document ni d'en discuter l'authenticité. Mais je tiens à déclarer :

1^{re} Que si cette liste existe, mon nom y a été porté à mon insu.

2^e Que, ni directement ni indirectement, je n'ai été pressenti sur mon consentement éventuel à aucune fonction.

3^e Que, si une proposition de ce genre m'avait été faite, j'aurais d'abord eu à motiver mon refus par la nature des occupations étrangères à la politique qui sollicitent aujourd'hui mon activité.

Veillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

CORNELIS DE WITT.

FAIRE-PART
LES OBSÈQUES DE M^{me} V^{ie} VARNÉY auront lieu aujourd'hui, à onze heures très précises, on se réunira à l'église Notre-Dame de Lorette.

M. Louis Varnéy et sa famille prient de considérer cet avis comme une invitation.

AVIS DIVERS

DENTS ET DENTISTES sans crochets, ressorts et plaque. Adler, seul inventeur, 46, av. Opéra.

PÂTISSERIE DU GRAND-HOTEL
1, RUE AUVER
SPECIALITÉS :
GATEAU GRAND-HOTEL
GATEAU OPERA
PLUM-CAKES
Salon réservé aux Fêtes d'Clock Tea.

LANGHAM HOTEL, rue Baccarat, 4^{er} arr.
INFLUENZA guérit l'Influenza, 4^{er} r. la Paix, 14.

EN UNE SEULE APPLICATION, cheveux blancs reprennent nature première avec la *MASTURGATION* nouvellement perfectionnée, de la *Parfumerie Exotique*, 85, rue d'Assolvi. Indiquer nature, 6^{fr} ; m^{re} 6, 6, 65.

CHEVEUX PROPRES et sains par le nettoyage en dix minutes à l'*ANTISEPTIQUE* de LENTHIC, 240, rue Saint-Honoré, Paris, 4 francs. — Franco, 4 francs 85.

CONTRE LES MAUX D'ESTOMAC ET LES DIGESTIONS DIFFICILES
LIQUEUR NORMALE
aux trois froments (Pepsine, Diastase et Pan-crétine). — PHARMACIE NORMALE, 17-19, rue Drouot, et 15-17, rue de Provence.

CLICLÉ ÉLOUANT DES YEUX par la *Sève* *Souffrière* qui brûle, épuise et cils et sourcils. *Parf. Ninon*, 31, r. d'Assolvi.

Nouvelles Diverses
AU PARQUET
M. Pasques, juge d'instruction, a reçu hier, après midi, les dépositions de M^{rs} Jarre et Jacquemont, avoués à la Cour, qui se trouvaient placés de la Nation au moment des incidents Déroulède-Marcel Habert.

Je Jarre aurait vu le général Roger hoche la tête en signe de dénégation quand Déroulède lui parla. M. Jacquemont aurait entendu les cris : « A l'Élysée ! »

L'information sera close dans le courant de la semaine prochaine.

M. Flory poursuit son instruction sur l'affaire Déclery. Il a entendu hier plusieurs té-

moins, et il remettra son dossier au Parquet lundi ou mardi.

LE DRAME DE LA RUE DE RIVOLI

L'hôtel Sainte-Marie, situé, 83, rue de Rivoli, a été hier le théâtre d'un drame au cours duquel un garçon de commissariat, nommé Héloir, a reçu dans la poitrine une balle de revolver tirée par un fou. Voici les détails de l'enquête à laquelle nous nous sommes livrés à ce sujet :

Dans la soirée d'avant-hier, un voyageur disant se nommer Cauchois se présentait au bureau de l'hôtel et retenait une

Russe avec un calme parfait. Dieu, qui sait découvrir les coupables, vous punira.

Et, en attendant — car probablement le vin qu'il avait bu avait été sophistiqué — il remonta la tête sur le couloir et s'endormit.

Le bandit et la mariée, sa complice, virent alors les poches de Nicolas-Wassiliev, qui prirent 4,000 francs et des bijoux, et s'en allèrent ensemble.

En revenant à lui, le lendemain matin, le négociant a porté plainte au bureau de M. Cornette, commissaire de police. L'enquête est très activement menée.

Jean de Paris.

Momento. — Le service de la statistique municipale a compté, pendant la 10^e semaine, 1,135 décès, chiffre qui dépasse de beaucoup le même de mars, 1,037. Cette augmentation est due aux maladies de l'appareil respiratoire, et surtout à la pneumonie et à la congestion pulmonaire, suites fatales de la grippe chez certaines natures prédisposées.

On a célébré à Paris 358 mariages et enregistré la naissance de 1,245 enfants vivants, 647 garçons et 598 filles.

Le feu, causé par la chute d'une lampe à essence, a éclaté, hier soir, à neuf heures et demie, 1, rue de Provence, dans la chambre occupée au sixième étage par Mlle Lévy, qui a eu les mains légèrement brûlées en voulant éteindre les flammes.

Les pompiers se sont rendus maîtres du feu au bout de vingt minutes. Le mobilier a été détruit.

J. de P.

LE MONDE RELIGIEUX

LE NOUVEAU CURÉ DE SAINT-DENIS DU SAINT-SACREMENT

Le cardinal Richard vient de nommer curé de Saint-Denis du Saint-Sacrement, en remplacement de Mgr Cantel, promu à l'évêché d'Oran, M. l'abbé Lefèvre, curé de Notre-Dame de Clignancourt.

Le nouveau curé de Saint-Denis du Saint-Sacrement est originaire du diocèse de Paris, où il est né en 1844.

Ordonné prêtre en 1871, après de solides études au petit séminaire de Notre-Dame des Champs et au grand séminaire de Saint-Sulpice, il débuta comme vicaire précisément dans cette paroisse de Saint-Denis du Saint-Sacrement, qu'il a appelé aujourd'hui à diriger. Il y exerça pendant quatre années le ministère.

Il remplit ensuite, successivement, les fonctions d'aumônier aux cercles de France-Bourgeois, fondé, rue Saint-Antoine, par les Frères des écoles chrétiennes, pour les employés de commerce, et, en 1882, au collège des Jésuites de Vaugirard, d'où les Pères venaient d'être expulsés.

L'abbé Lefèvre devint plus tard second vicaire de Saint-Ambroise, puis premier vicaire de Saint-Ferdinand des Ternes, enfin, en 1894, curé de Notre-Dame de Clignancourt, où il succéda à l'abbé Vallée.

La paroisse de Clignancourt compte 102,000 habitants. Celle de Saint-Denis du Saint-Sacrement n'en a que 24,000. Il faut croire que la qualité supplée, ici, à la quantité. Autrement, la nomination de l'abbé Lefèvre à Saint-Denis du Saint-Sacrement constituerait un avancement à rebours. Telle ne fut pas, telle ne pouvait pas être la pensée du cardinal, l'abbé Lefèvre étant un prêtre d'un réel mérite et d'un dévouement à toute épreuve.

Julien de Narfon.

Gazette des Tribunaux

1^{re} CHAMBRE CIVILE. — La succession de la reine Marie-Christine. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

La reine Marie-Christine de Bourbon, qui mourut, à Sainte-Adresse, au mois d'août de l'année 1878, avait institué comme héritiers la reine Isabelle II, l'infante Fernande de Bourbon, duchesse de Montpensier, filles de son premier mari, le roi Ferdinand VII, et les trois enfants de son second mari, le duc de Rianzarz.

Pour mettre fin aux difficultés existant entre eux à propos du partage de cette succession, les héritiers choisirent comme liquidateurs cinq arbitres, sur mission de statuer définitivement sur toutes les questions en litige et de nommer un administrateur représentant de la succession « à l'effet de tout encaisser et exécuter, tant en France qu'en Espagne ».

Par sentence arbitrale, en date du 12 octobre 1895, le marquis de Santa-Christina, époux d'une des légataires, fut désigné par les arbitres.

Le prince del Drago, mari de l'une des filles du duc de Rianzarz, attaqua la sentence par un recours devant la Cour de cassation de Madrid. Ce recours fut rejeté le 6 juin 1896 et la sentence fut rendue exécutoire en France par ordonnance du président du Tribunal civil de la Seine le 4 août 1897.

Le marquis de Santa-Christina fit donc toutes les diligences nécessaires pour retirer de la Caisse des dépôts et consignations les sommes et valeurs dépendant de la succession royale.

Mais le prince del Drago signifia, par ministère d'huissier, une opposition à la remise des fonds.

D'où procès.

L'affaire est venue devant la 4^{re} Chambre civile. M^{re} Clunet plaiderait pour la princesse del Drago et M^{re} Waldeck-Rousseau pour le marquis de Santa-Christina qui demandait aux magistrats « de dire et juger que le directeur de la Caisse des dépôts et consignations fut tenu de lui remettre les titres, fonds et valeurs déposés à ladite Caisse pour le compte de la succession ».

Par jugement à la date d'hier, le Tribunal a prononcé la nullité de la sentence arbitrale, en déclarant « qu'il n'est pas de la compétence de la Cour de cassation de dire et juger que le directeur de la Caisse des dépôts et consignations fut tenu de lui remettre les titres, fonds et valeurs déposés à ladite Caisse pour le compte de la succession ».

Le marquis de Santa-Christina et les héritiers qui le représentent sont donc déboutés de leur demande.

**

La peur du microbe.

Les employés des chemins de fer doivent-ils mettre des gants lorsqu'ils procèdent au contrôle des tickets ?

Telle était la grave question posée, hier, devant les juges de la 9^e Chambre correctionnelle, à propos d'une convention dressée contre un nommé Ferdinand-Gaston Bosch qui, le 20 décembre dernier, à la gare de Bois-Colombes, avait refusé de laisser vérifier son billet par un agent.

Le prévenu s'explique en ces termes : Il n'est pas exact, dit-il, que j'aie refusé de laisser vérifier la validité de mon billet. Quand l'employé m'a demandé, je l'ai présenté ostensiblement de façon qu'il puisse vérifier les dates, mais j'ai refusé de lui laisser toucher, en partant de ce principe, que les em-

ployés des gares, étant appelés à toucher à tous les billets, ne peuvent pas tous avoir les mains propres et peuvent salir le billet. Ils peuvent ainsi commettre une maladie de peau au voyageur. (Explosion de rires.)

Le Tribunal, ne partageant pas les dégoûts du prévenu, lui a infligé 25 francs d'amende, attendu, dit le jugement, que le mot *présenter* employé par le législateur dans la loi de 1845, exige la remise même du billet à l'agent qui, au besoin, peut en opérer le poinçonnage ».

**

La Cour d'appel a repoussé, dans son audience d'hier, la demande d'enquête faite par MM. de Clivry, dans leur instance contre la Ville de Genève, en liquidation et partage de la succession du duc de Brunswick. C'est donc la législation de Brunswick qui aura à statuer sur cette enquête.

George Grippon.

A L'HOTEL DE VILLE

Nous avons annoncé l'acquisition par le Conseil municipal du journal de Marat, *l'Ami du peuple*, et des procès-verbaux des séances de la Convention.

Il existe, on le sait, que deux collections complètes de *l'Ami du peuple*, l'une déposée au musée Carnavalet, l'autre appartenant à l'empereur d'Allemagne.

Par malheur, M. Lampré s'aperçut que quelques numéros manquaient à la collection récemment achetée. Il était facile de les reconstituer en faisant copier les numéros manquants et en les composant à l'aide de caractères du temps, qu'on espérait trouver à l'imprimerie nationale. Celle-ci ne les avait plus. M. Lampré pensa à s'adresser à la maison Didot qui les lui procura.

Grâce à ces derniers et à des papiers du temps retrouvés autour des Halles, la troisième collection — celle qui doit rester à la bibliothèque du Conseil municipal — sera bientôt complète.

Un projet non moins intéressant qu'original.

M. Kéraval, de l'Odéon, offre au Conseil municipal de créer, moyennant une somme très minime, « un théâtre gratuit pour les familles ouvrières des vingt arrondissements de Paris ».

Il transporterait sa troupe dans les préaux couverts et chauffés de quatre-vingts quartiers de Paris, où, dans un décor très simple et facilement démontable et transportable, il donnerait cent vingt représentations, une le samedi, deux le dimanche, destinées aux élèves et à leurs familles.

Ses auteurs seraient : Molière, Corneille, Racine, Regnard, Destouches, Marivaux, Sedaine, Beaumarchais.

Déjà de nombreux conseillers approuvent ce projet qui, vu le but proposé, les ralliera certainement tous. Grâce à ce projet, qu'approuveront tous les directeurs de Paris, 60,000 personnes par an commenceront par s'amuser en s'instruisant et prendront le goût du théâtre.

Henri Hamois.

Informations

Armée. — M. le général de division Robillard, disponible, est placé, à dater du 17 mars, dans la 2^e section (réserve) du cadre de l'état-major général de l'armée.

M. Chauvot, chef de bataillon breveté à l'état-major particulier du génie, chef de génie à Pontarlier, est nommé chef d'état-major du commandement supérieur de la défense des places du groupe de Bayonne.

Société des Artistes Français. — La section de peinture de la Société des Artistes Français a procédé hier 16 mars à la nomination de quatre membres du jury qu'elle avait à élire pour l'Exposition universelle de 1900.

Votants : 1,233.

Sont élus : MM. Hargnignies, T. Robert-Fleury, Albert Maugan, Humbert, Tattégren, Busson, Duvant, R. Collin, Guillemet, Vayson, Roybet, E. Adam, G. Ferrier, Dameron.

Le jury de la section de peinture pour l'Exposition universelle de 1900 doit être composé de 14 membres de l'Institut, 14 membres nommés par la direction des Beaux-Arts, 14 membres nommés par la Société nationale des Beaux-Arts, et 14 membres nommés par la Société des artistes français.

L'Office historique international. — Le projet d'office historique international dont nous avons déjà parlé, et qui est dû à l'initiative de M. de Maulde, est entré dans la période d'exécution. Plusieurs gouvernements y ont officiellement adhéré, et même le nouvel office a déjà reçu des offres d'hospitalité.

Ce nouveau mécanisme aura pour effet de donner une importance particulière aux services d'archives, dans les divers ministères. Au lieu d'être des renseignements confidentiels, il en ressortira, en effet, une unité, un ensemble de travaux officiels.

Il va sans dire que cela n'infirmera rien sur l'action particulière de chaque service d'archives, telle qu'elle se pratique aujourd'hui.

Ligue contre la tuberculose. — Sur l'initiative d'un hygiéniste et d'un philanthrope dont l'éloge n'est pas à faire, le docteur Armainvillat, fondateur des sanatoria d'Arcachon et de Banyuls, la Ligue contre la tuberculose vient d'organiser dans seize arrondissements de Paris, des conférences pratiques, destinées à faire passer dans l'esprit des mères de famille les notions élémentaires d'hygiène qui permettront à l'homme de se débarrasser un jour de cette maladie évitable, de ce fléau terrible qui tue un Parisien sur cinq, la tuberculose.

La conférence inaugurale a été faite hier par le professeur agrégé Thoinot, sous la présidence du professeur Brouardel, doyen de la Faculté de médecine.

Les conférences suivantes auront lieu dans les locaux et aux dates ci-dessous indiquées :

Le mardi dans une salle de la mairie, dans les arrondissements suivants : I^{er} (rue de la Banque), VI^e (place Saint-Sulpice), VIII^e (rue d'Anjou), X^e (rue du Faubourg Saint-Martin), XII^e (place d'Italie), XIV^e (place de Montreuil), XVI^e (avenue Henri-Martin), 14, entrée rue de la Pompe).

Les mercredis dans le IX^e arrondissement (salle de la mairie, rue Drouot), et le XVII^e (local de l'Ecole primaire, 101, rue Saxe).

Les jeudis dans le XII^e arrondissement (local de l'Ecole primaire, boulevard Diderot, 40), le XV^e (mairie, place Péclet, 23), et le XX^e (local de l'Ecole, 143, rue Sorbier).

Le samedi 18 mars et les samedis suivants, dans une salle de la mairie, dans le IV^e arrondissement (place Beauvoisine), et le XI^e (place Voltaire).

Le dimanche 20 mars et les lundis suivants, à la mairie du III^e arrondissement (place des Archives, 98).

Congrès. — Le vingtième congrès de géographie va tenir, cette année, ses assises à Alger.

En vue des fêtes nombreuses que la ville d'Alger se propose d'offrir à ses membres, les Compagnies P.-L.-M. et Transatlantique accorderont à toute personne, congressiste ou non, prenant le départ d'une gare P.-L.-M. quelconque un billet direct pour Alger, aller et retour, une réduction de 50 o/o sur le prix ordinaire des places.

Bal. — L'Association toulousaine de Paris, Société philanthropique des enfants de la Haute-Garonne, donnera son dernier bal de la saison, au bénéfice de sa caisse de secours, demain samedi, 9, avenue Hoche.

Figaro à la Bourse

Jeudi 16 mars.

Les fonds d'Etats et quelques autres valeurs ont fléchi aujourd'hui ; et cependant, on ne peut pas dire que les tendances générales soient défavorables. La contradiction, entre ces deux propositions n'est qu'apparente. Nous venons de traverser une période assez longue de hausse, et les acheteurs réalisent, par couches. Ce n'est pas qu'ils aient de la méfiance, comme le *Guillotin* par persécution, de Chavette. Seulement, ils s'aperçoivent que le mouvement de reprise se fait attendre, et alors ils se résignent à mettre leurs bénéfices en strait.

Aujourd'hui, au début, ils ont pu croire que l'heure était venue de cette reprise dont il vient d'être parlé ; les dispositions du début, ont, en effet, été fort satisfaisantes. Mais l'attente, au lieu d'être un peu plus que médiocre, et cela à tout de suite, a été un fiasco. Il perd encore 80 centimes à 95 40, l'Italien, c'est-à-dire qu'il est, en outre, en perte de 30 centimes plus haut que le plus bas cours de la journée. Il est à peine besoin d'ajouter qu'il y a de la chinoiserie là-dessous. C'est du tout à fait ce qu'on donne à Berlin.

Notre 3 0/0 perd 7 centimes à 102 55, ex-coupon de 75 centimes. Le 3 1/2 0/0, au contraire, se relève un peu — mais si peu ! Il gagne en tout et pour tout 2 centimes à 103 70 ; et, au comptant, il perd 22 centimes, ce qui n'est pas une compensation. Pour le 3 0/0, la perte au comptant est de 10 centimes.

L'Extérieure espagnole est à 59 40 après 59 25 et 58 80 ; mais franchement, il serait excessif de parler de baisse à propos d'une perte de 20 centimes sur une valeur pareille ! Les *Bons cubains*, à 239 pour le 6 0/0 et à 231 pour le 5 0/0, sont calmes, ainsi que les obligations des chemins de fer espagnols. Le 3 0/0 1897 est ferme à 94 45, le 1896 recule de 25 centimes à 94 35. Les *rentes turques* ont été très bonnes au commencement, mais elles aussi ont fléchi en clôture ; le C 6 1/2 perd 12 centimes à 27 47 après 27 45, le D 5 centimes à 23 20 après 23 27. La Banque ottomane reste sans changement à 573. Le 4 0/0 brésilien s'améliore de 55 centimes à 63 50. Le 5 0/0 de 70 centimes à 74 10. La Minas Gerais à 394 et l'Español-Santo à 349 sont fermes, mais invariables.

Les établissements de crédit sont très bien tenus, mais à peu de distance de leurs cours précédents. Il y a pourtant des petites différences en plus sur la Banque de Paris à 1,019, le Crédit foncier à 765, la Société générale à 592, la Banque spéciale des valeurs industrielles à 1,235, le Lyonnais à 2,430, 1,965, le Nord à 2,135 au lieu de 2,120.

Le Suez gagne 10 fr. à 3,740, la Thomson-Houston 10 fr. à 1,477, le Rio 9 fr. à 1,018. La De Beers reste à 717 50, sans grande variation ; la Transatlantique à 334, les Voitures à 640. Sauf le Gaz, qui perd 10 fr. à 4,335, tout le groupe des valeurs industrielles ne souffre pas de la baisse. C'est la *Sosnovice* qui, à ce double point de vue, détient les records ; elle gagne, en effet, 75 fr. à 1,965.

Le Boursier.

MINES D'OR

Jusqu'ici nous nous sommes appliqués à décrire les caractères exceptionnels de régularité du dividende du Witwatersrand ; nous avons démontré, dans un aperçu rapide, le mode d'exploitation, que les mines d'or de ce pays constituent des entreprises industrielles aussi sûres et aussi régulières que nos charbonnages. Nous allons faire voir aujourd'hui que, malgré les 9,000 kilomètres qui nous séparent du Transvaal, l'actionnaire d'une Compagnie du Witwatersrand est aussi bien renseigné sur la marche de son affaire que si elle était à sa porte.

Du 5 au 15 de chaque mois, toutes les Compagnies en exploitation télégraphient en Europe le nombre de tonnes broyées, le chiffre de leur production en or, et celui de leurs bénéfices. Chaque mois, également, elles publient un rapport détaillé qu'elles adressent à chaque actionnaire nominatif (elles ne peuvent naturellement pas connaître les actionnaires « au porteur »). Elles expédient, de même, les rapports annuels, les comptes rendus d'assemblée, et les communications quelconques faites au cours de l'année. Et lorsqu'un dividende est déclaré, l'actionnaire reçoit à domicile — par lettre simple ou recommandée, suivant les Compagnies — un chèque en livres sterling à son ordre, pour le montant qui lui revient.

Les rapports contiennent les renseignements les plus complets sur la marche de l'entreprise, sur le détail des frais d'exploitation, sur celui des travaux de « développement » et des « dépenses de capital », sur les travaux, et, en outre, sur les dépenses de la Chambre syndicale des Mines qui tient les statistiques des exploitations, et qui, d'une façon générale, réglemente la corporation et défend ses intérêts.

Nous avons montré que le gisement aurifère du Witwatersrand est unique comme formation géologique ; nous pouvons dire aussi que c'est le seul gisement de ce genre qui n'existe nulle part ailleurs dans le monde ; c'est la dernière mine de ce genre.

Henry Dupont.

Contrairement aux bruits qui ont couru depuis hier, nous croyons savoir que les pourparlers engagés entre les grandes maisons sud-africaines et le gouvernement du Transvaal, en vue des concessions réclamées par l'industrie minière, sont en excellente voie.

Après nos renseignements, à une réunion tenue dans l'après-midi, à Londres, par les chefs des grandes maisons, on serait tombé d'accord sur plusieurs points, et des instructions en conséquence auraient été télégraphiées à Johannesburg.

H. D.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

BANQUE DE FRANCE. Bilan au 16 mars 1939. Principales variations : Diminution de la caisse-or, 432,490 ; Portefeuille, 25 millions 1/4 ; Avances sur titres, 8 millions ; Comptes courants de Trésor, 7 millions 1/2 ; Comptes courants particuliers, 20 millions 1/2 ; Escomptes, 14 millions. — *Bénéfices bruts* : 444,297 francs. — *Dépenses* : 18,183 francs.

CHAMBRAS DE FER FRANÇAISES. — Recettes des grandes Compagnies pour la 9^e semaine 1839, comparées avec celles de la semaine correspondante de 1898. — Augmentations : Orléans, 79,000 ; Lyon, 410,000 ; Est, 177,000 ; Orléans, 227,000 ; Nord, 220,000. — Diminution : Midi, 37,000.

TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 16 Mars

Conférence de M. Brunetière.

LILLE. — M. Brunetière a fait hier soir, à l'Hippodrome lillois, devant un auditoire de près de quatre mille personnes, une conférence qui a obtenu le plus grand succès. M. Brunetière avait pris comme sujet : Les Ennemis de l'âme française. Ces ennemis, dit l'éminent académicien, ce sont les internationalistes de toute secte, les individualistes étrangers, tous ceux enfin qui combattent nos traditions : tradition militaire, tradition industrielle, tradition religieuse.

M. Brunetière a développé ces trois points de sa conférence au milieu d'applaudissements répétés. Le passage sur l'armée a été particulièrement acclamé.

A la sortie, une bande de socialistes a essayé de provoquer des troubles en sifflant l'orateur et les assistants. Ils en ont été pour leurs frais.

DUNKERQUE. — Une grande iniquité.

tude règne, dans le monde maritime, au sujet d'un abordage qui a eu lieu, au large d'Aberdeen, entre le vapeur-dépêche anglais *Gannet* et une golette se rendant en Islande, dont on ignore le nom et qui a disparu. On espère cependant qu'il ne s'agit pas d'une perte totale, et que des renseignements arriveront bientôt.

Encore les viandes de conserve

BELFORT. — Un journal du matin a raconté, hier, que plusieurs cas d'empoisonnement occasionnés par des conserves avariées seraient produits dans la garnison de Belfort. Les faits ont été très exagérés.

Il y a eu, à la vérité, soixante-dix hommes du 42^e régiment d'infanterie légèrement indisposés, après avoir mangé des conserves de 1893. Mais ces indispositions n'ont eu aucun caractère de gravité, puisque le lendemain tous les hommes qui avaient été indisposés ont repris leur service.

Les cercles catholiques

TROYES. — L'Assemblée régionale des cercles catholiques s'est ouverte ce matin, en présence d'une nombreuse assistance, sous la présidence de M. de La Guillaumin.

MM. Hamel, du Castel et Delaune ont pris part au bureau.

QUIMPER. — Le bruit court avec persistance, à Quimper, que l'abbé Guennegou, curé de Lorient, serait appelé à la succession de Mgr Vallée, évêque de Quimper et de Léon. M. Guennegou est considéré comme l'un des prêtres les plus distingués de la Bretagne. Il passe pour très libéral.

On redouble en ce moment d'activité dans la construction du phare de l'île de la Vierge, sur le littoral Nord du Finistère. Il s'élève actuellement à trente mètres et aura, une fois terminé, soixante-quinze mètres de hauteur, c'est-à-dire qu'il sera le plus haut des phares du monde, comme Eckmühl en est le plus puissant. Sa tour et son ornementation rappelleront celles du phare de La Goube, à l'entrée de la Gironde.

Les fêtes de Léo Delibes

LA FLÈCHE. — Les fêtes qui devaient avoir lieu à La Flèche, le 23 avril, pour l'érection du monument de Léo Delibes, ont été ajournées par suite de la mort de M. Félix Faure, qui avait promis d'y assister, et remises au dimanche 18 juin.

Rencontre évitée

RODEZ. — A la suite d'une polémique de presse entre MM. Monservin, député et Lacombe, maire, aucun député, un échange de témoins a eu lieu. Chacun des adversaires prétendant au titre d'offensé, un procès-verbal a été dressé indiquant l'impossibilité d'une entente. M. Lacombe a proposé un arbitrage que M. Monservin a refusé.

Empoisonnés par des petits oiseaux

MONTELLIER. — Depuis quelque temps, des paysans peu scrupuleux capturent, en les empoisonnant avec du blé mélangé à de la noix vomique, de petits oiseaux qu'ils vendent en ville, de maison en maison. Ils ont ainsi provoqué de nombreux cas d'empoisonnement.

La famille de Mme Palaise, modeste, a été particulièrement éprouvée. Mme Palaise et son fils ont pu être sauvés, mais le père et la mère de Mme Palaise, âgés de soixante-dix ans, ont succombé aujourd'hui.

Le Parquet a ouvert une enquête.

ALGER. — Aujourd'hui, à une heure et demie, par le paquebot *Général-Chanzy*, est arrivé M. Delannay, nouveau secrétaire général du gouvernement de l'Algérie. Il a été reçu par MM. le capitaine Salles, représentant le gouverneur, et Lutaud, chef de cabinet du préfet.

M. Delannay s'est immédiatement rendu au Palais d'hiver, où il a assez longuement conféré avec le gouverneur.

Argus.

LES THÉÂTRES

Théâtre Maguéra. — Trois pièces nous étaient offertes, à la salle Lancy. La première est une petite comédie en un acte de M. J. Froc, intitulée : *Flagrant Délit*. C'est l'aventure d'une femme qui, trouvant son mari insupportable, accepte un rendez-vous d'un galant. Mais ledit galant est « muet » et le mot a reçu ses lettres de naturalisation — que, lorsque le mari vient constater le flagrant délit, il constate simplement que sa femme est restée fidèle et lui est revenue. Une jeune actrice, Mme Barré, joue agréablement cet acte.

Il est suivi d'un acte en vers, de MM. Guy et P. Batail : *La Pigeonne*, sorte de variation sur le thème de la fable de La Fontaine. Le morceau de résistance, c'était la pièce en quatre tableaux, de MM. d'Ariel et Soreau : *Bacheliers*. Le premier acte, c'est, modernisé, le début des *Femmes savantes*. On y voit un brave homme, qui porte le nom plutôt fâcheux de Gamichon, très malheureux entre son épouse, féministe, et sa fille, bachelière. L'acte a très bien réussi. Mais, au second acte, on s'est un peu fâché. Gamichon est mort. Sa veuve et sa fille sont dans la misère. Seul des amis des jours heureux, un jeune homme, Jean, est resté fidèle. Bien qu'il ait l'aspect assez ridicule d'un « cerclé », Madeleine — c'est la bachelière — l'aime. Mais elle pense au mariage, et Jean n'y pense pas. Il s'en explique assez brutalement avec Madeleine d'abord, puis avec sa mère. Et toutes les deux, après délibération, acceptent de passer sous les fourches caudines de ce gogajet. C'est là qu'on s'est fâché. Non qu'il n'y ait quelque part de vérité dans la façon dont elles exposent et exécutent la fatalité des circonstances. Le débat eût pu être intéressant entre la morale sociale et une autre morale assez défendable. Mais à ces thèses hardies, il faut un tour de main, une habileté qui tourne tout défaut ici. La comédie tourne ensuite au mélodrame. Madeleine, abandonnée par Jean, devenue mère, est sur le point de tomber dans la prostitution la plus basse, car on la voit en compagnie de filles en cheveau qui fréquentent le bois de Boulogne avec d'ignobles souteneurs. Mais une de ces filles, qui l'a vue repoussée par Jean et qui entend ses plaintes désespérées, lui donne le conseil, aussitôt suivi, de se jeter à la Seine. Madeleine, repêchée, est conduite au poste. Au premier acte, nous avons rencontré un jeune fermier amoureux d'elle, qui la traite avec quelque mépris. Mais ce brave garçon, l'aimant toujours, la sauve et l'épouse. La bachelière manquée sera une bonne paysanne. Tout ceci est plein de bonnes intentions, certes, mais le tour de main n'y est pas. Jouant plus simplement, ce qui est un grand progrès accompli, avec aisance et émotion, Mme Maguéra a très bien tiré son épingle d'un jeu dangereux.

Henry Fouquier.

BÉBÉ DÉPÉRIT

Bébé dépérit sans cause apparente, et il n'est pas de plus grande tristesse pour les parents. C'est la maladie est toujours un triste spectacle, mais quand elle aboutit à l'extrême amaigrissement de tout le corps, elle devient vraiment terrifiante. Et si l'on songe que ce dépérissement n'a d'autre cause que l'insuffisance des matériaux fournis par la digestion, et que son développement vient le plus souvent du manque de soins intelligents dès le début, le mot de *terrible* ne semblera pas trop fort.

Le dépérissement, si fréquent chez les enfants, peut être aisément prévenu ou guéri par un traitement approprié, en voici un exemple :

Cointcourt (M.-et-M.), 17 février 1898.

Messieurs, j'ai employé votre Emulsion Scott pour ma petite fille âgée de treize mois. Bien qu'elle n'eût aucune maladie caractérisée, elle était chétive et faible (elle était venue au monde à 7 mois) et je craignais l'horrible rachitisme. Ayant lu de divers côtés que votre Emulsion donnait la force à la santé je résolus d'en essayer et je dois dire que j'ai parfaitement réussi.

Ma fillette prit votre préparation avec plaisir. Quant au changement, il fut radical. La pauvre petite était auparavant sans appétit et sommeilait maigre et grognon ; en peu de temps l'appétit augmenta, les couleurs revinrent et l'embonpoint s'en suivit très rapidement.

Il faudrait recommander votre bienfaisant Emulsion Scott à toutes les mères qui ont souci de la santé de leurs enfants.

Merci mille fois, messieurs, et recevez l'assurance de mon dévouement sincère. Signé : Lebois.

L'Emulsion Scott a un goût sucré agréable et plaît aux enfants, qui la prennent même avec plaisir, circonstance bien précieuse, en regard à leur aversion bien connue, pour tous les médicaments.

De toutes les formes de l'huile de foie de morue, l'Emulsion Scott est la plus pratique et la plus facile à digérer. Outre cette huile, elle renferme de la glycérine et des hypophosphites de chaux

